

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

## **ARRÊTÉ du 31 MAI 2023** **portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints** **au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès** **à l'Ecole nationale de la magistrature**

**Le garde des sceaux, ministre de la justice,**

Vu l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, et notamment son article 21-1 ;

Vu le décret n°72-355 du 4 mai 1972 modifié relatif à l'Ecole nationale de la magistrature et notamment ses articles 19, 32, 32-6 et 37 ;

Vu l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice en date du 19 décembre 2022 portant ouverture au titre de l'année 2023 de trois concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2023 portant nomination des président et membres du jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature pour la session 2023 ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont nommés en qualités d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature :

Mme ACHAWI Jomana, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Evry ;

Mme ADJERAD Joséphine, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Troyes ;

Mme AHSSAINI Cassandre, juge au tribunal judiciaire de Créteil ;

M. ALLEGRE Edouard, premier conseiller au tribunal administratif de Melun ;

Mme ANDRE Cécile, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Lille ;

Mme ANDRE Sandra, juge au tribunal judiciaire de Nancy ;

Mme ARGIBAY Lucia, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lille ;

M. ARRIGHINO Raphaël, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Evreux ;

Mme AUSSAVY (ROUSSEL) Elsa, vice-présidente chargée des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire de Cusset ;

M. AYMARD Michel, président au tribunal administratif de Melun ;

Mme BABA-AISSA Nawelle, juge au tribunal judiciaire de Pontoise ;

M. BALAGUER Frédéric, maître de conférences en droit public à l'université de Bordeaux ;

M. BEAUFILS DE SAINT VINCENT Cyril, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme BELHOCINE Fanny, juge des enfants au tribunal judiciaire d'Evry ;

Mme BEN GUELLA Asmahan, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Evry ;

M. BENESSIANO William, maître de conférences en droit public à l'université d'Aix-Marseille ;

Mme BERGERET Clémence, juge au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme BERNARD Ambre, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Lyon ;

Mme BERTILE Véronique, maître de conférences en droit public à l'université de Bordeaux ;

Mme BEYSSAC Anne-Sophie, conseillère chargée du secrétariat général de la cour d'appel de Besançon ;

Mme BIGOT Hélène, présidente du tribunal judiciaire de Chambéry ;

Mme BILLAUD Marie-Noëlle, conseillère à la cour d'appel de Poitiers ;

Mme BLUWOL Louise, juge au tribunal judiciaire d'Evry ;

Mme BOISGARD Marine, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Fort-de-France ;

Mme BORDEAU Marion, juge au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme BOUX Caroline, maître de conférences en droit privé à l'université de la Nouvelle Calédonie ;

Mme BOULET (TIMSIT) Sandrine, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Vienne ;

Mme BOULINEAU (BOULINEAU-MARTIN) Gala, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Valenciennes ;

Mme BOURLAND Emilie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Dieppe ;

Mme BRUTIN Anne-Laure, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Nanterre ;

Mme BRYL Aurélie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Montpellier ;

Mme CATTEAU Chloé, juge au tribunal judiciaire de Thonon-les-Bains ;

Mme CESARI Quitterie, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Paris ;

Mme CHAIGNEAU (PIAGGI) Sophie, magistrate mise à disposition auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, conseillère justice affaires civiles à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne ;

Mme CHARDON Viridiana, vice-présidente chargée des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire de Bayonne ;

M. CHAMBOREDON Anthony, maître de conférences à l'université de Paris Cité ;

Mme CHAREF Hizia, juge au tribunal judiciaire de Chaumont ;

Mme CHAUMONT Zoé, première substitute à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme CHEBROUT (BLANCHARD) Milène, magistrate en détachement auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, adjointe au sous-directeur, sous-direction des droits de l'Homme, direction des affaires juridiques ;

M. CHIARI Alexis, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Versailles ;

Mme CHIPAULT Lise, magistrate en détachement auprès du conseil supérieur de la magistrature, secrétaire générale adjointe ;

M. CHOQUET Loïc, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Nevers ;

Mme CHOUNAVELLE Sophie, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Lille ;

Mme CLAUDE Solaine, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nanterre ;

Mme COIRIER Clothilde, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rennes ;

M. COLOMBET Sébastien, vice-président chargé des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire du Mans ;

Mme CORRET (de SANTIAGO Y IBANEZ) Myriam, juge au tribunal judiciaire de Saint-Denis-de-la-Réunion ;

Mme COUCHOURON (STEVENIN) Annie, magistrate honoraire ;

Mme COUPPE Fanny, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bobigny ;

Mme COURBON Lucie, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Pontoise ;

Mme COURTIN Stéphanie, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Sarreguemines ;

Mme CUSSAC Alexia, substitute à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme DAL ZOVO Nathalie, juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité de Dreux ;

M. DAYON Cyril, rapporteur au tribunal administratif de Rennes ;

Mme DE BECHILLON Louise, conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme DEBLONDE Lisa, juge au tribunal judiciaire d'Avesnes-sur-Helpe ;

M. DEGUINE Julien, vice-président au tribunal judiciaire de Saint-Denis-de-la-Réunion ;

Mme DELACOUR Séverine, magistrate en détachement auprès de la SNCF, conseillère juridique du directeur de la sûreté ;

M. DELATRON Gauthier, juge au tribunal judiciaire de Paris ;

M. DELHAYE Benoît, juge au tribunal judiciaire d'Agen ;

M. DELSOL Mathieu, juge au tribunal judiciaire de Meaux ;

M. DELZANGLES Hubert, professeur des universités, agrégé de droit public, à la faculté de droit et sciences politiques de l'université de Bordeaux ;

Mme DEMOUSTIER Olivia, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Fort-de-France ;

Mme DEPARDON Adeline, substitute placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Douai ;

Mme DOBRY Sabine, conseillère au tribunal administratif de Strasbourg ;

Mme DONINA (BIRMELE) Delphine, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Limoges ;

M. DOYELLE Gauthier, premier conseiller au tribunal administratif de Montreuil ;

Mme DREYFUS Rebecca, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;

Mme DROY Joséphine, juge au tribunal judiciaire d'Annecy ;  
Mme DUCHAMPLECHEVAL Marion, juge au tribunal judiciaire de Chambéry ;  
M. DUPERET Guillaume, professeur en classe préparatoire, agrégé en sciences économiques et sociales, au lycée Bordeaux Montaigne ;  
M. DUPIN Frédéric, conseiller au tribunal administratif de Cergy Pontoise ;  
M. DUVANEL Florian, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Rennes ;  
Mme FAZI (FAZI-LEBLANC) Stéphanie, directrice d'hôpital en détachement auprès des tribunaux administratifs, rapporteure au tribunal administratif de Bordeaux ;  
Mme FENART Laëtitia, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nantes ;  
Mme FONTAINE (PILLET) Florence, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nevers ;  
Mme FOURNIER Fanny, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Orléans ;  
Mme GASNIER Stéphanie, juge des enfants au tribunal judiciaire de Limoges ;  
Mme GATINEAU Camille, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;  
Mme GEBLER Léopoldine, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence ;  
M. GEFFRAY Jean-Eric, président-asseesseur à la cour administrative d'appel de Nantes ;  
Mme GERARD Caroline, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme GLIMOIS Noémie, juge des enfants au tribunal judiciaire de Bordeaux ;  
M. GONALONS Robin, conseiller référendaire en service extraordinaire à la cour des comptes de Paris ;  
M. GUIHEUX Gilles, maître de conférences à l'université de Rennes ;  
Mme GUILLOTIN Marie-Elodie, juge au tribunal judiciaire de Bordeaux ;  
M. HABER Aymeric, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme HALLER Anne-Elisabeth, vice-présidente chargée des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire de Nanterre ;  
M. HAUSWALD Romain, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Amiens ;  
Mme HENOUX (LABBE) Cécile, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Nantes ;  
Mme HOLVECK Julie, magistrate en détachement auprès du Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale, conseillère judiciaire auprès du Secrétaire Général ;  
Mme HORNUS Clémence, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Evry ;  
M. HUTEN Nicolas, maître de conférences en droit public à l'université de Nantes ;  
Mme IWEINS Charlotte, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme JARINSKI (DELI JARINSKI) Hannelore, juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité de Maubeuge ;  
Mme JOLLEC Françoise, conseillère référendaire à la cour de cassation ;  
Mme JOURDAN Carla, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Toulon ;  
M. JUHAN Michel, maître de conférences en droit public à l'université de Paris 8 ;  
Mme KARATAS Gussun, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nanterre ;  
M. KUPERMAN Boris, président de section de chambre régionale des comptes, à la chambre du contentieux de la cour des comptes de Paris ;  
Mme LACROIX Ariane, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Avesnes-sur-Helpe ;  
Mme LAGUET Amélie, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Châteauroux ;

Mme LANZINGER Elsa, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Orléans ;

M. LASMARTRES Pierre, juge au tribunal judiciaire de Lyon ;

Mme LAUSIN Véronique, juge au tribunal judiciaire d'Avesnes-sur-Helpe ;

Mme LAVIE-BADIE Magali, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme LE DANTEC Aude, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'université de droit de Perpignan via Domitia ;

Mme LE SAUCE Annabelle, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Basse-Terre ;

Mme LEBO Marie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bobigny ;

Mme LECHTMAN Eve, magistrate en disponibilité ;

Mme LEFRANCOIS (LEFRANCOIS-LEMAIRE) Marie, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Cherbourg ;

Mme LEMAY Noémie, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Chaumont ;

M. LIEVRE Pierre, président de section de chambre régionale des comptes de Grand Est, de la cour des comptes de Metz ;

Mme LIMOUSIN Clarisse, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lille ;

M. LIONET Didier, premier vice-président au tribunal judiciaire de Béthune ;

Mme LONGAUD Audrey, juge au tribunal judiciaire de Nevers ;

Mme LORELLE Eva, juge au tribunal judiciaire de Fort-de-France ;

Mme MAGAT Hélène, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Evry ;

M. MAIRE Jean-Baptiste, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bobigny ;

Mme MAIROT Laure-Alexandra, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Colmar ;

M. MARCANGELI Arnaud, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Versailles ;

M. MARCAT David, vice-procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rennes ;

M. MARTELLA Pierre, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Marseille ;

M. MARTIN-GENIER Patrick, premier conseiller au tribunal administratif de Paris ;

Mme MARTRES Clémence, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

Mme MATTEACCIOLI Léa, rapporteure publique au tribunal administratif de Toulouse ;

Mme MAUFRAIS Agathe, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris ;

Mme MESSE (MESSE-ROTH) Marie-Laure, présidente honoraire des tribunaux administratifs ;

M. MILON Matthieu, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Rouen ;

M. MONDOU Christophe, maître de conférences en droit public à l'université de Lille ;

Mme MORIN Anaïs, substitue placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Rennes ;

Mme MOUTRY Mélanie, conseillère au tribunal administratif de Nice ;

Mme NETTER Eva, juge au tribunal judiciaire de Grenoble ;

Mme NEVEUX Béatrice, substitue générale chargée du secrétariat général près la cour d'appel de Reims ;

Mme NICOLLET (ROCH-NICOLLET) Jessica, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Douai ;  
Mme NOEL (BAEZA) Lucile, juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité de Manosque ;  
Mme OLIVIER Clémence, vice-présidente chargée des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris ;  
M. OSMONT Alain, magistrat honoraire à fonction juridictionnelle à la cour d'appel de Caen ;  
Mme PAGNON Marie-Elise, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Créteil ;  
Mme PAILLASSOU Claire, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme PAIN Hortense, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Toulon ;  
Mme PAJOT Anne-Laure, conseillère au tribunal administratif d'Orléans ;  
Mme PALOMBA Fiona, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Evry ;  
Mme PAPADOPOULOS Morgane, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Brest ;  
Mme PERFETTINI Dominique, magistrate honoraire ;  
Mme PETRI Mégane, rapporteure au tribunal administratif de Toulouse ;  
Mme PHILIPPE Josette, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Bordeaux ;  
Mme PIAN Claire, magistrate en détachement auprès de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, présidente de la commission de conciliation et d'indemnisation de Nouvelle-Aquitaine ;  
M. PILLOT Frédéric, président de chambre à la cour d'appel de Dijon ;  
M. POUDER Eric, vice-procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lorient ;  
Mme PRISER (DEPARIS) Laurence, conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;  
Mme PUYOBRAU Emmanuelle, vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Versailles ;  
Mme RAMBOUR (PIGNON) Nathalie, magistrate honoraire à fonction juridictionnelle à la cour d'appel de Bordeaux ;  
Mme REGNIER (REGNIER-BIRSTER) Françoise, magistrate honoraire des tribunaux administratifs ;  
Mme ROSE Olivia, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Grasse ;  
Mme ROURE (ROURE-GUERRIERI) Fabienne, conseillère à la cour d'appel de Bordeaux ;  
M. ROUX André, professeur des universités à la retraite ;  
Mme ROUX Philippine, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
Mme ROYO (ROYO-MEILHAC) Madeline, juge des contentieux de la protection au tribunal de proximité de Saint-Paul ;  
Mme RUFIN Mylène, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Toulouse ;  
Mme SAINT MARTIN Laura, juge des enfants au tribunal judiciaire de Castres ;  
Mme SANTIN Marie-Cécile, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire du Havre ;  
Mme SCHMANDT Claire-Annie, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Avesnes-sur-Helpe ;  
M. SERRE Samuel, juge au tribunal judiciaire de Nîmes ;  
M. SOLI Patrick, rapporteur public au tribunal administratif de Nice ;

M. SOUBEYRAN Thibaud, conseiller chargé du secrétariat général de la cour d'appel de Nouméa ;  
M. SPORTELLI Thomas, premier conseiller au tribunal administratif de Toulon ;  
M. STAHL Hugo, maître de conférences en histoire du droit à la faculté de droit de l'université de Metz ;  
M. TEBAA Maxime, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Fort-de-France ;  
M. TESSIER François, substitut général chargé du secrétariat général près la cour d'appel de Limoges ;  
M. TIFINE Pierre, doyen de la faculté de droit, économie et administration de Metz ;  
Mme TOUGAIT Estelle, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rennes ;  
Mme UETWILLER Marine, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Marseille ;  
M. VALEMBOIS Fabrice, premier substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;  
M. VANDROMME (VANDROMME-DEWEINE) Sébastien, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Sarreguemines ;  
M. VARAGNAN Sarkis, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Lyon ;  
Mme VARENNE Marion, rapporteure au tribunal administratif de Lille ;  
Mme VERGES (LEDOUX) Emilie, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles ;  
M. VIALE Jérémy, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Nevers ;  
Mme VIGUIER Aurélie, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Nantes ;  
Mme VILLETTE Anne, première conseillère à la cour administrative d'appel de Versailles ;  
Mme VINCENT Magali, vice-présidente au tribunal judiciaire de Marseille ;  
Mme WITTRANT Edwige, présidente de chambre à la cour d'appel de Rouen ;  
Mme YVRAI Sarah, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Chambéry ;  
Mme ZANFORLINI Anaïs, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris ;  
M. ZINGER Michel, premier conseiller de la chambre régionale des comptes de Bretagne, de la cour des comptes de Rennes ;  
Mme ZOSI Emilie, juge au tribunal judiciaire de Basse-Terre.

## Article 2

Le présent arrêté sera affiché et notifié à la directrice de l'École nationale de la magistrature qui sera chargée de son exécution.

Fait à Paris, le 31 MAI 2023

Le garde des sceaux, ministre de la justice  
par délégation, le directeur des services judiciaires  
Paul HUBER

